

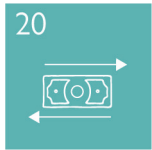
# 21. Migration et développement en Afrique de l'Ouest

Peter Quartey,<sup>1</sup> Mary Boatemaa Setrana,<sup>2</sup>  
Cynthia Addoquaye Tagoe<sup>1</sup>

OBJECTIFS DU PACTE MONDIAL  
POUR LES MIGRATIONS



19  
CONTRIBUTION  
DES MIGRANTS ET  
DES DIASPORAS



20  
ENVOIS DE FONDS  
ET L'INCLUSION  
FINANCIÈRE

*Résumé* : Le présent chapitre étudie les articulations entre la migration et le développement en Afrique de l'Ouest. Le Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement de 1979 de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest vise à promouvoir le développement par la libre circulation des personnes, des biens et des services. Depuis son entrée en vigueur, la région a connu une augmentation de la migration de main-d'œuvre due au développement des infrastructures, à l'accroissement de la production des cultures marchandes, au développement des secteurs extractifs et à la découverte de pétrole. Les tendances migratoires actuelles, notamment la féminisation de la migration et le transnationalisme, contribuent au développement dans toute l'Afrique de l'Ouest. La mise en œuvre effective de cadres de politique migratoire permet de maximiser les avantages de la migration pour le développement – tels que la circulation des compétences, les investissements dans différents secteurs de l'économie des pays d'origine et les rapatriements de fond.

## 21.1. Introduction

Le phénomène migratoire contribue au développement grâce aux avantages qui en découlent pour les pays d'origine et d'accueil des migrants et sur le plan des coûts sociaux et économiques (OIM, 2009). Si des politiques appropriées sont en place, ces avantages peuvent être maximisés et les coûts réduits au profit du développement à la fois des pays d'origine et de destination. Par exemple, certains émigrants retournent au pays forts de ce qu'ils ont acquis lors de leur séjour à l'étranger, ou bien maintiennent des contacts avec leur pays d'origine, ce qui leur permet de mettre leur expertise au service du développement de leur pays d'origine de diverses manières. Le présent article s'intéresse plus particulièrement aux articulations entre la migration et le développement dans le contexte ouest-africain.

<sup>1</sup> Peter Quartey et Cynthia Addoquaye Tagoe travaillent à l'Institut de recherche statistique, sociale et économique, Université du Ghana.

<sup>2</sup> Centre d'études sur la migration, Université du Ghana et est associée au Département de sociologie de l'Université de Johannesburg.

## 21.2. Migration et développement

Le discours sur la migration et le développement fait notamment valoir que l'impact de la migration se fait sentir à différents niveaux de développement. La théorie de la bosse migratoire, par exemple, explique que la migration augmente rapidement à mesure qu'augmente le niveau de développement, parce que les personnes veulent migrer pour avoir une vie meilleure et qu'elles ont plus de moyens pour migrer. Cependant, à des stades plus avancés du développement, l'immigration est généralement plus forte que l'émigration (Martin et Taylor, 1996 ; de Haas, 2010). C'est pourquoi il convient d'examiner le discours sur la migration ouest-africaine en ayant à l'esprit que, quel que soit le niveau de développement susceptible d'être atteint par les pays, leurs ressortissants émigreront de toute façon, quoique avec des motifs et un impact différents, et en nombres variables.

La dynamique des migrations internes et internationales a, elle aussi, des incidences non négligeables sur le lien entre la migration et le développement. Le discours dominant met l'accent sur la migration internationale, malgré le grand nombre de personnes qui circulent à l'intérieur des pays. Par exemple, la migration internationale et le développement occupent une place importante dans les conclusions de la Commission mondiale sur les migrations internationales (2003), dans *Age of Migration* de Stephen Castles et Mark Miller et dans *Migration and Development in Africa* de Tonah and Setrana, entre autres. Or, la création (en 1975) et l'institution (en 1979) de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et l'adoption de son Protocole sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement visaient toutes à promouvoir le développement et les échanges entre États membres. Depuis l'entrée en vigueur du Protocole, la migration de main-d'œuvre a augmenté dans la région, également en raison du développement des infrastructures, d'un accroissement de la production des cultures marchandes (café, cacao et arachide), du développement des secteurs extractifs et de la découverte de pétrole. Par exemple, de nombreux migrants de travail ont quitté les pays du Sahel – parfois avec leur famille – pour se rendre dans les plantations du Ghana, du Sénégal, de Côte d'Ivoire et du Nigéria (Addoquaye Tagoe, 2013 ; Adepoju, 2005). Alors que le Ghana et la Côte d'Ivoire ont principalement attiré des travailleurs migrants du Mali, du Tchad, du Burkina Faso et du Niger dans leurs plantations de cacao, le Sénégal et la Gambie ont fourni du travail sur leurs plantations de coton et d'arachide aux migrants du reste du continent. Au Nigéria, la découverte de pétrole et l'exploration pétrolière au Nigéria ont aussi attiré de nombreux migrants d'Afrique de l'Ouest (Adepoju, 2005 ; Arthur, 1991). Les ressortissants des pays de la CEDEAO peuvent se rendre, résider et travailler dans d'autres pays membres de la CEDEAO, même si ce n'est pas sans difficultés (CIDPM et OIM, 2016). Certains États Membres ont élaboré, ou entrepris d'élaborer, des politiques migratoires afin de gérer les migrations selon une approche holistique.

Les premiers discours reliant la migration et le développement l'ont fait à partir d'une perspective unidirectionnelle (pessimiste ou optimiste), sans tenir compte des articulations entre « ici » et « là-bas ». Ces discours étaient aussi étroitement corrélés avec l'idée selon laquelle le développement est une mesure économique, en omettant les dimensions sociales et de bien-être du développement (Stark, 1960), et avec celle considérant que la migration a des effets soit négatifs soit positifs. Aujourd'hui, les discours sur la migration dépassent ces positions extrêmes pour faire valoir des arguments plus poussés reflétant les tendances, les schémas et les complexités de la migration contemporaine, qui culminent dans le développement résultant des gains de compétences, de la circulation des compétences, des entreprises transnationales et de la migration de retour (de Haas, 2007 ; Tonah et Setrana, 2017). Ces schémas sont examinés plus en détail ci-après.

### 21.2.1. Exode des compétences, gain de compétences et circulation des compétences

Dans certains cas, l'image négative de la migration découle de la crainte qu'elle ne prive les pays en développement de leurs cerveaux les plus brillants et creuse encore les inégalités entre le Nord et le Sud, ou entre les régions urbaines et rurales (Castles, 2001, 2010). Dans le secteur agricole, des inquiétudes sont apparues face à la migration des jeunes, pleins d'énergie, qui sont le pilier de la production agricole. Dans l'éducation, les pouvoirs publics dépensent chaque année 4 millions de dollars É.-U. pour recruter des consultants et des expatriés afin de pourvoir des postes nationaux vacants à cause de l'émigration de leurs professionnels (Oduba, 2000 ; Benedict et Ukpere, 2012). En Sierra Leone et au Togo, les femmes diplômées de l'enseignement supérieur vivant à l'étranger représentaient jusqu'à 10 % de la population en 2010/2011 (OCDE et DAES, 2013). En Afrique subsaharienne, les pays de l'Afrique de l'Ouest affichent le taux d'émigration des professionnels de la santé le plus élevé par rapport aux autres régions, bien que le secteur ait cruellement besoin de personnel (OMS, 2006 ; Teye *et al.*, 2014). Environ 30 000 infirmières et sages-femmes formées en Afrique de l'Ouest et en Afrique subsaharienne travaillent dans les pays du Nord (OMS, 2006).

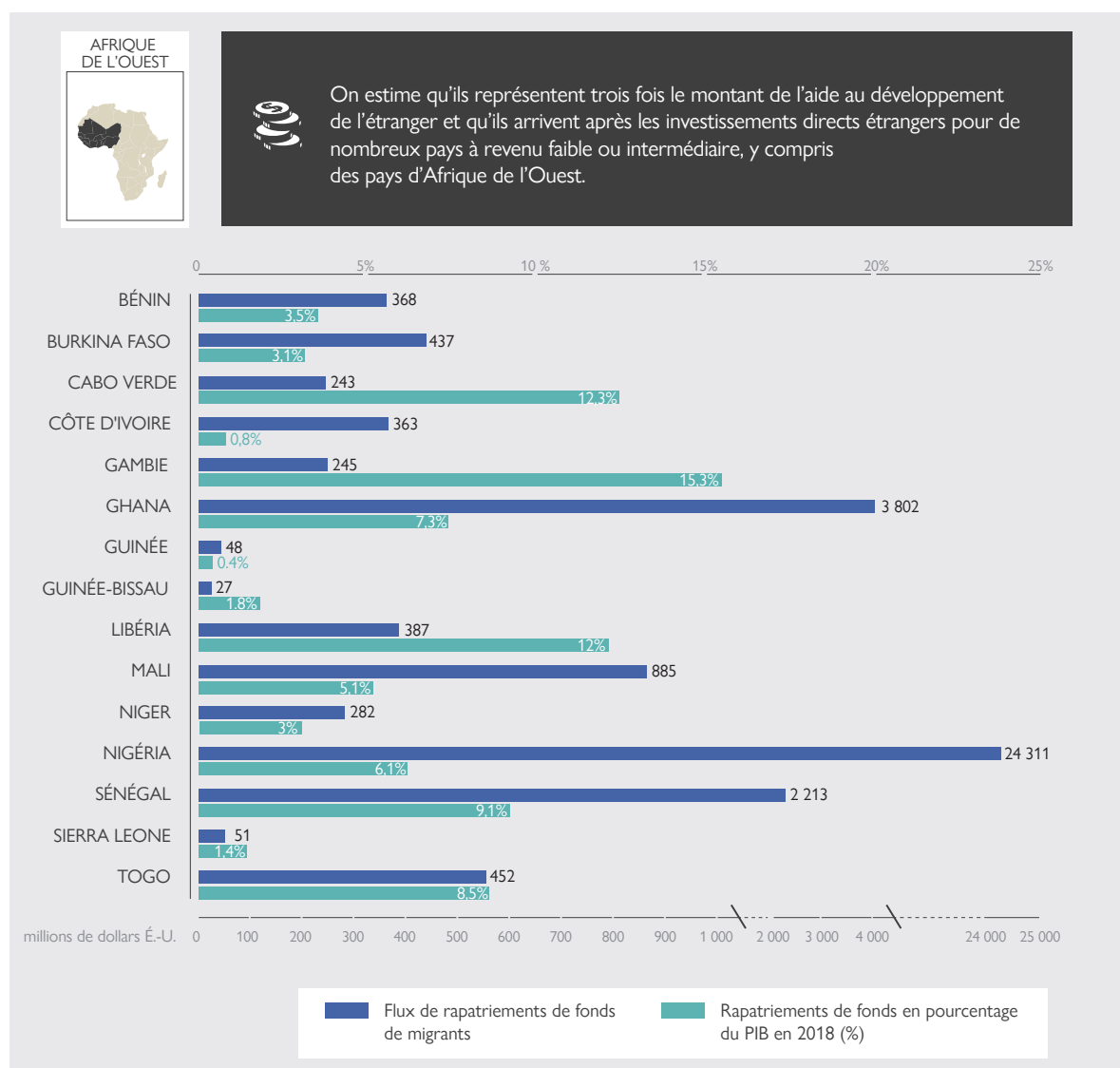
Cependant, les migrants acquièrent à l'étranger de nouvelles compétences, connaissances, normes et valeurs qui leur permettent de contribuer au développement à divers titres (Setrana et Tonah, 2016). Ces avantages de l'émigration étayent le point de vue optimiste de Easterly et Nyarko (2008) et Clemens (2015), qui estiment que les avantages de la migration pour la région d'origine sont plus importants que les coûts. Les migrants de retour ouest africains qui sont hautement qualifiés peuvent apporter une contribution utile aux programmes de développement de leur pays respectif. Les femmes, qui migrent de plus en plus de manière indépendante pour poursuivre leur éducation ou travailler, peuvent devenir économiquement indépendantes afin de subvenir à leurs propres besoins et à ceux de leur ménage.

### 21.2.2. Impact des rapatriements de fonds sur le développement

Les rapatriements de fonds sont d'importantes contributions au développement et une source de devises, et viennent compléter le revenu des ménages pour l'achat de biens de première nécessité. On estime qu'ils représentent trois fois le montant de l'aide au développement de l'étranger et qu'ils arrivent après les investissements directs étrangers pour de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, y compris des pays d'Afrique de l'Ouest (Banque mondiale, 2016). En 2019, les flux de rapatriements de fonds vers l'Afrique de l'Ouest sont passés de 31,439 milliards de dollars É.-U. à 35,6 milliards de dollars É.-U.<sup>3</sup>. La majorité des dix principaux pays bénéficiaires de rapatriements de fonds se trouvaient en Afrique de l'Ouest, le Nigéria arrivant en tête avec 24,3 milliards de dollars É.-U. (Groupe de la Banque mondiale et KNOMAD, 2019). En Afrique de l'Ouest, les rapatriements de fonds représentent une part plus importante du produit intérieur brut (PIB) des pays suivants : Cabo Verde (12,3 %), le Libéria (12,0 %), le Sénégal (9,1 %), le Togo (8,5 %), le Ghana (7,3 %) et le Nigéria (6,1 %)<sup>4</sup>. Dans plus de la moitié des pays de la sous-région, les rapatriements de fonds représentent au moins 5 % du PIB (Banque mondiale, 2019). Les chiffres de 2018 montrent que le Nigéria est le pays à avoir reçu le plus de rapatriements de fonds (24 311 millions de dollars É.-U.) (voir le tableau).

<sup>3</sup> Les chiffres présentés datent d'octobre 2019.

<sup>4</sup> Fiche de données de la Banque mondiale sur les flux de rapatriements de fonds, avril 2019.

**Figure 21.1.** Rapatriements de fonds des migrants en Afrique de l'Ouest

Source : Fiche de données de la Banque mondiale sur les afflux de rapatriements de fonds, avril 2019.

Note : Cette carte n'est fournie qu'à titre d'illustration. Le tracé des frontières et les noms indiqués sur cette carte n'impliquent aucune approbation ou acceptation officielle de la part de l'OIM.

Les fonds envoyés en Afrique de l'Ouest sont principalement investis dans le logement, la santé, l'éducation, les entreprises, l'agriculture et les équipements agricoles, l'achat de terres, et aussi sous forme d'assurance en cas d'imprévus dans les ménages de migrants. Quartey (2006) et Mohapatra, et Ratha (2011) ont constaté que ceux-ci plaçaient des économies auprès d'établissements financiers à titre de stratégie d'assurance. Les flux de rapatriements de fonds en direction des ménages de migrants internationaux sont plus élevés que dans les ménages de migrants internes, bien que les rapatriements de fonds internes soient plus fréquents. Par ailleurs, les hommes rapatrient davantage de fonds que les femmes (Adepoju et van der Wiel, 2010), bien que ces dernières fassent des envois plus fréquents.

Le coût élevé des transferts de fonds limite le montant effectivement envoyé à la famille tout en encourageant le recours à des canaux informels, qui sont relativement moins chers et offrent un meilleur taux de change. Cette question a retenu l'attention politique au niveau mondial avec l'adoption de l'indicateur 17.3.2 des objectifs de développement durable (ODD), qui met l'accent sur l'augmentation du volume des rapatriements de fonds de travailleurs migrants, l'indicateur 10.c.1 des ODD, qui vise à une réduction du coût des rapatriements de fonds.

### 21.2.3. Associations de migrants et développement

L'Afrique de l'Ouest est connue pour ses associations de la diaspora et ses associations de migrants internes, souvent composées en fonction de l'appartenance ethnique, de la religion ou de la profession, et qui ont pour but d'appuyer le développement des communautés d'origine, y compris par la migration de retour. Ces associations contribuent à leur pays et à leurs communautés d'origine sous la forme d'une aide en espèces et en nature. Elles soutiennent le développement d'infrastructures telles que les écoles, les hôpitaux et les centres communautaires. On peut citer à titre d'exemple l'Association de la diaspora sénégalaise en France, qui a soutenu la formation professionnelle en ouvrant des centres de formation professionnelle au Sénégal – par exemple, pour la menuiserie et la boulangerie – qui dotent les jeunes de compétences entrepreneuriales et créent des emplois pour les communautés, ce qui a des répercussions sur le pays tout entier (Moser, 2018). Le Council of Ewe Associations of North America, autre association de premier plan, s'emploie à promouvoir le développement socioéconomique et culturel des pays d'origine, à savoir le Bénin, le Togo et le Ghana (Kothior, 2013). Dans le secteur éducatif, des universitaires des pays du Nord transfèrent leurs connaissances à leur pays d'origine sur des périodes plus courtes.

Parallèlement aux associations de migrants internationaux d'origine ouest-africaine, les associations de migrants internes se forment principalement dans les centres urbains de la région, et contribuent au développement des communautés d'origine. Au Ghana, l'association Kwahuman, à Accra, mobilise des ressources pour le développement du Kwahu, dans l'est du pays (Okyerefo et Setrana, 2018).

### 21.2.4. Liens transnationaux, migration de retour et développement

Les migrants ouest-africains établissent des liens avec leur pays d'origine de diverses façons. Les rapatriements de fonds sociaux, y compris les « rapatriements démocratiques », contribuent de manière déterminante au maintien d'un lien constant et permanent avec le pays d'origine. Par exemple, les migrants soutiennent souvent le renforcement de la démocratie dans les pays d'origine en constituant des sections externes des partis politiques existant dans le pays d'origine, en menant des campagnes, en mobilisant des ressources et, parfois, en rentrant au pays pour occuper certains postes politiques une fois leur parti au pouvoir (Setrana et Kyei, 2015). En Sierra Leone, des associations de la diaspora ont intensifié les campagnes en faveur d'une modification de la loi sur la nationalité visant à permettre l'obtention de la double nationalité (Heath, 2009). Les migrants ont aussi créé des entreprises transnationales dans leur pays d'origine, qui génèrent des emplois et paient des impôts dans le pays (voir, par exemple, Setrana et Tonah, 2016 ; et Smith, 2007). Pour maximiser ces avantages et ceux de la migration pour le développement, de nombreux gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont mis en œuvre des politiques destinées à renforcer la participation de leurs ressortissants à l'étranger et de ceux qui ont décidé de rentrer enfin au pays.

Des organisations internationales financent aussi le retour temporaire de migrants ouest africains et leur engagement en faveur du développement de la région. Par exemple, l'OIM, au titre du projet Migrations pour le développement en Afrique, a collaboré avec les Ministères de la santé du Ghana et du Nigéria pour inciter les membres de la diaspora de ces pays travaillant dans la santé à combler les pénuries de compétences dans ce secteur. Le *Centre for International Migration and Development* collabore avec la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH* (GIZ) et l'Agence fédérale allemande pour l'emploi pour gérer le programme relatif à la diaspora et aux experts de retour dans plusieurs autres pays africains, dont le Nigéria et le Ghana<sup>5</sup> (Setrana, 2019).

Bien que la migration de retour puisse apporter des avantages, il est regrettable que, dans leur pays de destination, certains migrants ouest-africains ayant un niveau d'éducation élevé ne trouvent qu'un emploi peu rémunéré en marge du marché du travail, ce qui nuit à la contribution qu'ils pourraient apporter au développement national de leur pays d'origine s'ils rentraient.

<sup>5</sup> Liens utiles : a) Transfer of Knowledge through Expatriate Nationals (TOKTEN) ; Bringing Talents Home to help in Liberia's Reconstruction, disponible à l'adresse [www.undp.org/content/dam/iberia/docs/docs/Transfer%20of%20Knowledge%20through%20Expatriate%20Nationals%20Report.pdf](http://www.undp.org/content/dam/iberia/docs/docs/Transfer%20of%20Knowledge%20through%20Expatriate%20Nationals%20Report.pdf) (consulté le 16 avril 2020) ; b) MIDA Ghana Health project, disponible à l'adresse [www.iom.int/files/live/sites/iom/files/Country/docs/MIDA-Ghana-Health-Project-2012.pdf](http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/Country/docs/MIDA-Ghana-Health-Project-2012.pdf) (consulté le 16 avril 2020) ; c) Centre for migration and development (2019). Employers – Placement of returning experts. Consulté le [30 septembre, 2019] sur [www.cimonline.de/en/html/fur-arbeitgeber%20f.html](http://www.cimonline.de/en/html/fur-arbeitgeber%20f.html) ; [www.cimonline.de/en/html/returning-experts.html](http://www.cimonline.de/en/html/returning-experts.html).

### 21.2.5. Contribution des migrants au développement des pays de destination

Les contributions des migrants au développement de leur pays d'accueil prennent différentes formes et sont plus particulièrement manifestes dans les secteurs économique et culturel. Les entreprises créées et gérées par des migrants dans leur communauté d'accueil fournissent des emplois aux chômeurs, et leur permettent aussi de maintenir un lien culturel avec leur pays d'origine. Ces entreprises sont notamment des restaurants, qui offrent du travail et permettent aux communautés de migrants de s'identifier avec leur pays d'origine en offrant une cuisine de leur pays (Sassen-Koob, 1985). Ce rôle contribue à l'intégration des migrants dans les pays d'accueil en proposant des saveurs de chacun des deux mondes. Ces entreprises ont des activités connexes qui requièrent des liens avec les communautés d'accueil et d'origine, telles que l'import-export, l'expédition, le fret aérien, les agences de voyage et de tourisme, et les opérations de transfert d'argent. Les migrants deviennent alors des « courtiers culturels » et contribuent à la diversité culturelle de leur pays d'accueil (Glick Schiller et al., 1995).

## 21.3. Conclusion

La migration en Afrique de l'Ouest apporte des avantages considérables aux pays d'origine et d'accueil : gains de compétences ou circulation des compétences, rapatriements de fonds, liens transnationaux et développement, et investissements dans la santé, l'éducation et le logement, pour n'en citer que quelques-uns.

Conscients du nouveau visage de la migration en Afrique de l'Ouest, de son caractère transnational qui permet de mobiliser les migrants ouest-africains, où qu'ils se trouvent, et de ses avantages pour le développement, de nombreux gouvernements ont mis en place des politiques migratoires visant à resserrer les liens avec leurs ressortissants à l'étranger et à créer un environnement propice à un retour et à une intégration réussis.

Il est fondamental de s'attaquer aux défis liés à la migration vers ou depuis la sous-région, ainsi qu'à la migration intrarégionale, si l'on veut promouvoir les corrélations entre la migration et le développement. Des gouvernements ont mis en place diverses mesures, telles que des politiques de migration nationales, des lois sur la double nationalité et des politiques de mobilisation de la diaspora en vue d'une bonne gestion de la migration, qui ont connu un succès variable (CIDPM et OIM, 2016). En outre, les gouvernements sont invités au titre des objectifs de développement durable à augmenter le volume des rapatriements de fonds (indicateur 17.3.2 des ODD) et à réduire leur coût (indicateur 10.c.1 des ODD). Le coût moyen des transferts de fonds dans le monde se situe à 200 dollars É.-U., un montant encore trop élevé pour les pays d'Afrique de l'Ouest qui peut être réduit<sup>6</sup>. Étant donné l'importance de la diaspora pour le développement national dans toute la région, il conviendrait que les gouvernements harmonisent leurs politiques à l'échelle de la sous-région, afin de saisir les chances et de surmonter les défis que présente la migration régulière et irrégulière. Enfin, les gouvernements nationaux devraient resserrer leurs liens avec la diaspora à la faveur de visites au pays et d'activités de collecte de fonds, comme les obligations-diaspora (voir, par exemple, Mangala, 2017).

<sup>6</sup> [www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history](http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history) ((OK)).

- Adoquaye Tagoe, C.  
 2013 Ghana, migrations from colonial to modern times. In: *The Encyclopedia of Global Human Migration*, vol. III, pp. 1582-1585 Oxford/Malden. Wiley-Blackwell.
- Adepoju, A.  
 2005 Patterns of Migration in West Africa. In: *At Home in the World? International Migration and Development in Contemporary Ghana and West Africa* (T. Manuh, dir. publ.), pp. 24-54. Sub-Saharan Publishers, Accra.
- Adepoju, A. et A. van der Wiel  
 2010 *Seeking Greener Pastures Abroad: A Migration Profile of Nigeria*. Safari Books Limited, Sub-Saharan Publishers, Ibadan.
- Arthur, J. A.  
 1991 Interregional Migration of Labour in Ghana, West Africa: Determinants, Consequences and Policy Intervention. *Review of Black Political Economy*, vol. 20, n° 2, pp. 89-103.
- Awumbila, M., T. Manuh, P. Quartey, C. Adoquaye Tagoe et T. Antwi Bosiakoh  
 2009 *Ghana Migration Country Paper*, document préparé dans le cadre du programme Perspective africaines sur la mobilité humaine, International Migration Institute, Oxford University, disponible à l'adresse [www.imi.ox.ac.uk/pdfs/ghana-country-paper](http://www.imi.ox.ac.uk/pdfs/ghana-country-paper).
- Banque mondiale  
 2016 *Migration and Remittances Factbook 2016*. Washington, D.C.  
 2019 *Migration and Remittances Data*. Washington, D.C. Disponible à l'adresse [www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaisues/brief/migration-remittances-data](http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaisues/brief/migration-remittances-data) (consulté le 16 avril 2020).
- Banque mondiale et KNOMAD  
 2019 *Migration and remittances: Recent Development and Outlook*. Migration and Development Brief 31. Groupe de la Banque mondiale.
- Benedict, O. H. et W. I. Ukpere  
 2012 Brain Drain and African Development: Any Possible Gain from the Drain? *African Journal of Business Management*, vol. 6, n° 7, pp. 2421-2428.

- Castles, S.  
 2001 Studying Social Transformation. *International Political Science Review*, vol. 22, n° 1, pp. 13 à 32. DOI: 10.1177/0192512101221002.
- 2010 Understanding Global Migration: A Social Transformation Perspective *Journal of Ethnic and Migration Studies*. Vol. 36, n° 10, pp. 1565-1586.
- Castles, S. et M. J. Miller  
 1998 *The age of migration: International population movements in the modern world*. New York : Guilford Press.
- Centre international pour le développement des politiques migratoires (CIDPM) et Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
 2016 *A Survey on Migration Policies in West Africa*. Deuxième édition. CIDPM/OIM.
- Centre for migration and development  
 2019 *Employers – Placement of returning experts*. Consulté le 30 septembre 2019 sur le site [www.cimonline.de/en/html/fur-arbeitgeber-rf.html](http://www.cimonline.de/en/html/fur-arbeitgeber-rf.html); [www.cimonline.de/en/html/returning-experts.html](http://www.cimonline.de/en/html/returning-experts.html).
- Clemens, M.  
 2015 Why It's Time to Drop the 'Brain Drain' Refrain. 30 juin. Disponible à l'adresse [www.cgdev.org/blog/why-its-time-drop-brain-drain-refrain](http://www.cgdev.org/blog/why-its-time-drop-brain-drain-refrain) (consulté le 16 avril 2020).
- de Haas, H.  
 2007 Remittances, Migration and Social Development: A Conceptual Review of the Literature. Social Policy and Development Programme, Paper Number 34. UNRISD, Genève.
- 2010 Migration and Development: A Theoretical Perspective. *International Migration Review*, vol. 44, n° 1, pp. 1-38.
- Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population (DAES)  
 2015 *International Migration Report 2017*, New York, Nations Unies.
- 2019 *International Migration 2019: Report (ST/ESA/SER.A/438)*. [www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/InternationalMigration2019\\_Report.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/population/migration/publications/migrationreport/docs/InternationalMigration2019_Report.pdf).
- Easterly, W. et Y. Nyarko  
 2008 Is the Brain Drain Good for Africa? Brookings Global Economy and Development Working Paper 19. Washington, D.C. Disponible à l'adresse [www.brookings.edu/research/is-the-brain-drain-good-for-africa/](http://www.brookings.edu/research/is-the-brain-drain-good-for-africa/) (consulté le 16 avril 2020).
- Glick Schiller, N., L. Basch et C. Blanc Szanton  
 1995 From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration. *Anthropological Quarterly*, vol. 68, n° 1, pp. 48-63.
- Heath, C.  
 2009 Diasporas: Doing Development or Part of Development: A study of two Sierra Leonean diaspora organisations in London. SPIRU Working Paper 24.
- Kothior, D.  
 2013 Home away from Home: A study of the Ewe Unification from movement in the United States. Thèse non publiée. Université de l'Illinois à Urbana–Champaign, Urbana, Illinois.



- Mangala, Jack (dir. publ.)  
2017 Africa and its global diaspora: The policy and politics of emigration. Palgrave Macmillan, Cham, Suisse.  
Available at [www.palgrave.com/gp/book/9783319500522](http://www.palgrave.com/gp/book/9783319500522).
- Martin, P. L. et J. E. Taylor  
1996 The anatomy of a migration hump. In: *Development strategy, employment, and migration: Insights from models* (J.E. Taylor, dir. publ.), pp. 43-62. OCDE, Centre de développement, Paris.
- Mohapatra, S. et D. Ratha  
2011 Remittance Markets in Africa. *World Development*, pp. 3-59.
- Moser, C.  
2018 It Takes a Village: Despite Challenges, Migrant Groups Lead Development in Senegal. *Journal of Migration Policy Institute*.
- Oduba, V.  
2000 Brain Drain-technology ushers in Brain Gain. *Science in Africa*.
- Okyerefo, P. K. M. et M. B. Setrana  
2018 Internal and international migration dynamics in Africa. In : *Handbook of Migration and Globalisation* (A. Triandafyllidou, dir. publ.), pp. 281-296. Edward Elgar Publishing, Cheltenham (Royaume-Uni) ; Northampton, MA, (États-Unis).
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES)  
2013 World Migration in Figures. Disponible à l'adresse [www.oecd.org/els/mig/World-Migration-in-Figures.pdf](http://www.oecd.org/els/mig/World-Migration-in-Figures.pdf).
- Organisation internationale pour les migrations (OIM)  
2009 *Migration en Côte d'Ivoire. Profil National 2009*. Genève.  
2016 2015 Global Migration Trends: Factsheet. OIM/Centre mondial d'analyse des données sur la migration de l'OIM, Genève.
- Organisation mondiale de la Santé (OMS)  
2006 *Travailler ensemble pour la santé*, Genève.
- Quartey, P.  
2006 The Impact of Migrant Remittances on Household Welfare in Ghana. Research Paper 158. Africa: Economic Research Consortium, Nairobi.
- Ratha, D., S. Mohapatra, C. Ozden, S. Plaza, W. Shaw et A. Shimeles  
2011 *Leveraging Migration for Africa: Remittances, Skills, and Investments*, Banque mondiale, Washington D. C.
- Sassen-Koob, S.  
1985 Changing composition and labor market location of Hispanic Immigrants in New York City, 1960–1980. In: *Hispanics in the U.S. economy* (M. Tienda et G. Borjas, dir. publ.). Academic Press, New York.

Setrana, M. B.

- 2019 *A continental policy forum and workshop on the role of academic Diaspora in revitalization of Africa's Higher Education: The Case of Ghana, Nigeria, Zambia*. Rapport publié par la CIDO-AU/Carlton University, financé par la Carnegie Corporation New York (CCNY). Disponible à l'adresse <http://diasporaforum2019.com/download/a-continental-policy-forum-and-workshop-on-the-role-of-academic-diaspora-in-revitalization-of-africas-higher-education-the-case-of-ghana-nigeria-zambia/> (consulté le 16 avril 2020).

Setrana, M. B. et O. J. R. Kyei

- 2015 Transnational Paradigm within Immigrant Political Integration Discourse. *Afrique Contemporaine*, 2015, vol. 256, n° 4, pp. 91-101.

Setrana, M. B. et S. Tonah

- 2016 Do Transitional Links Matter? Labour Market Participation of Ghanaian Return Migrants. *Journal of Development Studies*, vol. 52, n° 4, pp. 549-560.

Smith, L.

- 2007 *Tied to Migrants: Transnational Influences on the Economy of Accra*. Ghana. African Studies Centre Leiden.

Stark, W.

- 1960 The Conservative Tradition in the Sociology of Knowledge. *Kyklos*, vol. 13, n° 1.

Teye, J. K., M. B. Setrana et A. A. Acheampong

- 2014 Migration of Health Professionals from Ghana. Trends, Drivers and Emerging Issues. In: *Ghana: Social, Economic and Political Issues* (C. Roscoe, dir. publ.), pp. 253-274. Nova Science, New York.

Tonah, S. et M. B. Setrana

- 2017 Introduction. In: *Migration and Development in Africa: Trends, Challenges, and Policy Implications* (S. Tonah, M.B. Setrana and J. Arthur, dir. publ.), pp. 1-39. Lexington Books, Maryland (États-Unis).